RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Région
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Pôle solidarités, jeunesse, sport, culture
Direction de la culture et du patrimoine
Service Inventaire général et patrimoine
Hôtel de région
27 place Jules Guesde
13481 MARSEILLE cedex 20

Responsable du service : Marceline Brunet
TEL : 04-88-10-76-66

NOTE DE SYNTHÈSE

A- GRANDS OBJECTIFS, PRINCIPES GÉNÉRAUX

Le service régional de l'Inventaire poursuit 3 grands objectifs :
— l'avancée de la couverture territoriale en inventaire topographique.
— la progression de grandes thématiques d'étude dont deux sont propres au patrimoine régional : l'architecture de villégiature (par ailleurs thématique nationale) et l'architecture militaire moderne et contemporaine. A ces deux thématiques s'est ajouté depuis 2011 le recensement du patrimoine industriel.
— la valorisation des acquis documentaires au travers du plan de numérisation des phototypes et de l'informatisation d'opérations anciennes.

A ces principaux axes s'ajoutent actuellement de nouvelles programmations thématiques de moindre ampleur territoriale : l'architecture en pisé dans la basse vallée du Rhône, les ouvrages du génie civil et les infrastructures liés au fleuve Rhône, le patrimoine de la République du Pays de la Provence Verte (Var).

A.1. L'avancée de la couverture territoriale en inventaire topographique, mission première du service, fait l'objet d'un effort particulier depuis 2004 dans le département des **Alpes-de-Haute-Provence.**
En effet, ce territoire a été très peu étudié depuis la création du service, pour diverses raisons techniques et administratives. Le lancement d'études topographiques cohérentes dans ce secteur avait été inscrit comme une priorité.
Dans ce but, une convention d'objectif a été conclue en 2004 avec le Pays Asses-Verdon-Vaïre-Var (Pays A3V), convention chapeautée par une convention cadre mise en place avec le Conseil général. L'inventaire du Pays A3V permettra de couvrir un territoire considérable au sud-est du département avant d'étendre, en relation avec le Conseil général, la couverture topographique à d'autres territoires.
Cette étude est la plus importante opération du service, tant pour les acquis escomptés en termes de connaissance scientifique que pour sa dimension partenariale.
C'est donc sur cette opération que se concentre la plus grande partie des moyens humains de l'équipe.
La convention d'objectif avec le Pays a été renouvelée en 2009.

L'étude urbaine de **l'Estaque** (commune de Marseille), classifiée en inventaire topographique, répond à un cahier des charges différent : moins qu'une couverture territoriale, il s'agit d'une étude expérimentale sur la problématique de la construction et de la mutation urbaine dans un secteur plus ou moins promis à ré urbanisation.
Elle associe la démarche usuelle de l'inventaire topographique avec une approche prenant en compte les problématiques de la politique de la ville, notamment un questionnement sur les modes d'habiter et sur l'appréhension de l'espace.
Ainsi plusieurs thèmes ont été étudiés avec la double lecture patrimoine matériel/patrimoine
immatériel ; les études sur l'immatériel étant confiées à des équipes d'ethnologues ou d'anthropologues.

Aucune étude d'inventaire topographique n'est en cours ou envisagée dans les **Hautes-Alpes**, les **Alpes-Maritimes**, le **Var**, ni dans le **Vaucluse**, départements ayant bénéficié des années 1970 à la fin des années 1990 d'une programmation permanente.

A.2. Le programme thématique sur l'architecture de villégiature, inscrit dans la thématique nationale, est poursuivi depuis 2010 dans le département du Var avec l'étude de Sainte-Maxime.

Le programme thématique sur l'architecture militaire s'est d'abord axé sur la fortification de la frontière italienne, du nord des Hautes-Alpes au sud des Alpes-Maritimes. Cette première phase a été terminée en 2005. La deuxième tranche, portant sur la fortification du littoral, d'est en ouest, a été ouverte en 2006. L'étude des sites des Alpes-Maritimes est terminée, celles des sites varois est en cours.
Cette étude est externalisée par le biais de marchés de prestations intellectuelles et progresse donc au rythme des possibilités budgétaires, à raison d'une campagne par an correspondant dans la mesure du possible à une entité patrimoniale et historique homogène (Briançonnais, Ubaye, place forte de Nice, ouvrages italiens des Alpes-Maritimes, etc...)

Plusieurs opérations, d'approches différentes, sont actuellement en cours dans la thématique patrimoine industriel.
En raison de l'ampleur du corpus et du retard particulier du service, peu armé jusqu'en 2005 pour ce type d'étude, il a été décidé de procéder à un recensement préalable par département ou grandes aires d'étude. Ce type d'approche avait été initié pour l'étude de la parfumerie grassoise et avait permis de rationaliser l'étude proprement dite. Après le recensement des arrondissements périphériques de Marseille, a été lancé en 2012 celui du département des Hautes-Alpes.

A. 3. Le service consacre également un effort conséquent à la mise en valeur de ses ressources documentaires en travaillant à les rendre plus accessibles au public.
En effet, en 40 ans d'enquêtes et d'études, le service a produit une somme considérable de richesses documentaires, matérialisée par plus de 24 000 dossiers et plus de 170 000 photographies, cartes et relevés.
L'informatisation rétroactive de bon nombre d'enquêtes et du fichier de l'iconothèque, la mise en place d'un plan pluriannuel de numérisation des phototypes et leur mise en ligne sur le site régional Patrimages ont constitué un acquis considérable.

Depuis 2008, le service participe activement au projet interrégional Gertrude, tout d'abord en tant que membre du comité de projet chargé de la définition de l'outil, de l'élaboration du cahier des charges et des spécifications fonctionnelles.

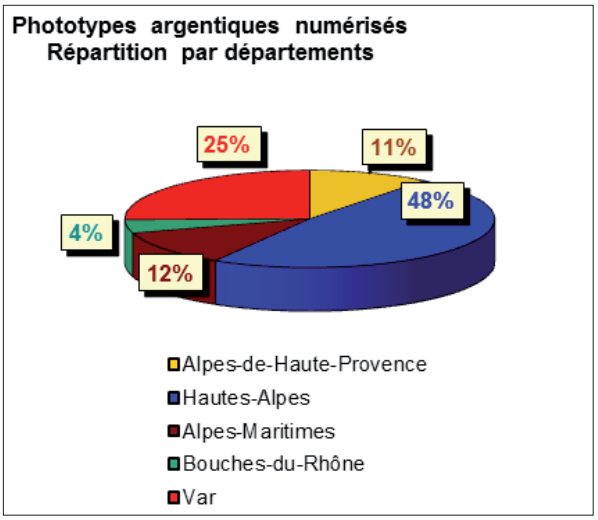
Dans la phase finale du projet, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été choisie pour être une des deux premières régions pilotes pour le déploiement et la mise en service du logiciel. Cette phase du projet a occupé toute l'année 2012.

LE PLAN DE NUMÉRISATION DES PHOTOTYPES ET D'ALIMENTATION DE LA BASE MÉMOIRE.

Conçu à l'origine (1996) sous forme thématique, il comprend depuis 2006 un volet topographique dédié aux inventaires topographiques indexés dans les bases Mérimée et Palissy.
L'objectif répondait alors aux incitations du Ministère de la Culture et de la Communication à mettre en œuvre la complétude des bases, c'est à dire à proposer aux consultants en ligne des notices Mérimée et/ou Palissy systématiquement illustrées.
Ce nouveau programme a d'abord concerné le département des Hautes-Alpes. A partir de 2009 il a été étendu au département du Var.

POURCENTAGE DE DOSSIERS ILLUSTRÉES PAR DES IMAGES NUMÉRISÉES BASES MÉRIMÉE ET PALISSY

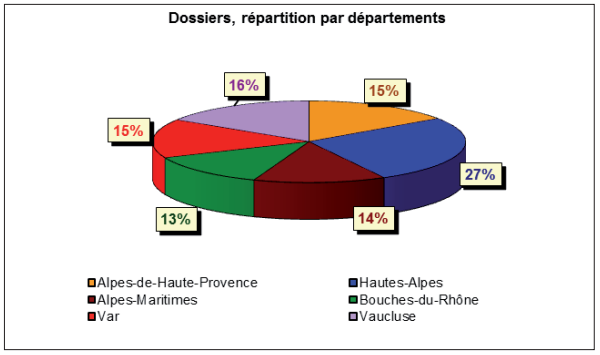
	Hautes-Alpes	Var
fin 2007	18,5%	
fin 2008	33%	
fin 2009	71%	
fin 2010	75%	21%
fin 2011	75%	45%



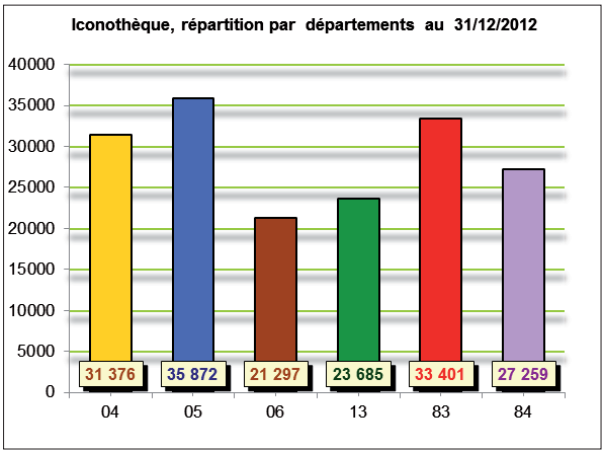
Le service possède au 31/12/2012 une iconothèque numérisée ou numérique d'environ 86 000 images, consultable[27] par la banque d'images « PatrImages » accessible sur le site internet de la Région :

http://patrimages.regionpaca.fr

A. 4. ETAT DE LA DOCUMENTATION

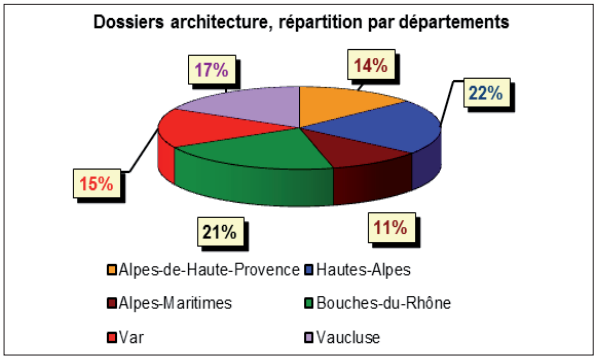


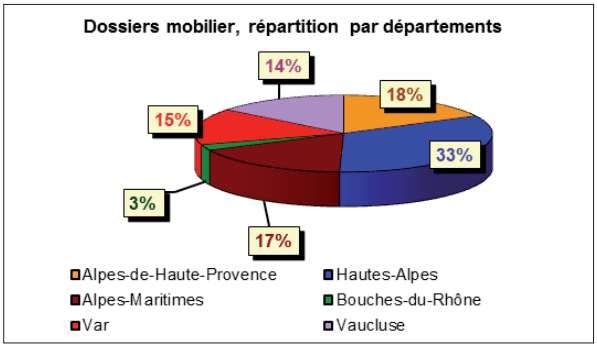
La répartition des dossiers tant architecture que mobilier, en approche topographique ou thématique, est relativement équilibrée entre les 6 départements. La part des Bouches-du-Rhône et des Alpes-Maritimes a significativement augmenté en 2012, avec les études thématiques sur les ouvrages du Rhône et sur la parfumerie grassoise. Le département des Hautes-Alpes reste celui où le service a le plus porté son effort de travail



27. à l'exception des images non communicables au public.

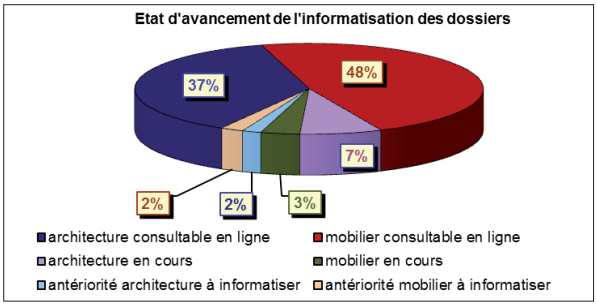
PARTS RESPECTIVES DES DOSSIERS "ARCHITECTURE" ET "MOBILIER"





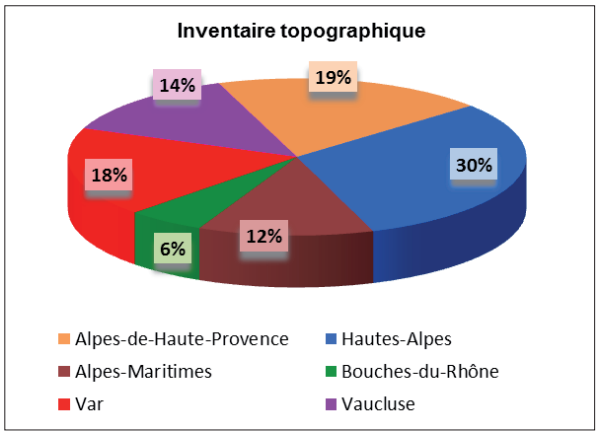
L'analyse séparée de la répartition respective des dossiers architecture et mobilier introduit en revanche une disparité géographique marquée.
Si la répartition reste homogène pour les Alpes-de-Haute-Provence, les Alpes-Maritimes, le Var et le Vaucluse, on voit apparaître une surreprésentation du mobilier dans les Hautes-Alpes, compensée par une quasi absence de ce type de dossier dans les Bouches-du-Rhône.

Eléments de compréhension :
— Importance du réseau des édifices religieux des Hautes-Alpes, notamment des chapelles de hameaux. Les églises et chapelles de ce département sont au surplus très riches en meubles et objets.
— Etude systématique dans les Hautes-Alpes du mobilier domestique privé, fort bien conservé à l'époque des enquêtes, dans les années 1970-1980.
— Dans les Bouches-du-Rhône, les enquêtes topographiques sont restées partielles, ne portant pour la plupart que sur l'architecture.



Les dossiers de l'antériorité restant à informatiser correspondent à un reliquat des opérations .antérieures à 1990.
Les dossiers en cours des opérations pluriannuelles, forment un volant permanent de l'ordre de 10%.
La mobilisation du service sur le projet Gertrude en 2012 n'a pas permis de faire progresser le nombre de dossiers consultables sur les bases nationales.

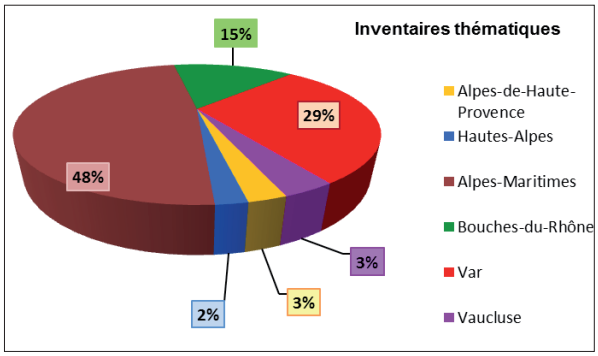
PARTS RESPECTIVES DES DÉPARTEMENTS DANS LES OPÉRATIONS D'INVENTAIRE TOPOGRAPHIQUE



Pourcentages basés sur le nombre de dossiers d'inventaire topographique informatisés ou en cours (architecture et mobilier). Les dossiers de niveau 2 et la documentation préalable ne sont pas pris en compte.

Le département qui compte la plus forte proportion de dossiers topographique reste celui des Hautes-Alpes, suivi par celui des Alpes-de-Haute-Provence. En 2003, avant le démarrage de l'étude du Pays Asses, Verdon, Vaïre, Var, le service n'y avait mené quasiment aucun inventaire topographique.

PARTS RESPECTIVES DES DÉPARTEMENTS DANS LES OPÉRATIONS D'INVENTAIRE THÉMATIQUE



Pourcentages basés sur le nombre de dossiers d'inventaire thématique informatisés ou en cours.

Les Alpes-Maritimes, concernées par le patrimoine de villégiature et le patrimoine militaire, ont le plus fort pourcentage de dossiers thématiques. Le Var est aussi impacté par ces deux programmes d'envergure, mais l'inventaire du patrimoine militaire n'y est pas encore achevé.

B- SYNTHÈSE DES TRAVAUX DE L'ANNÉE 2012. PERSPECTIVES 2013.

CIRCONSTANCES PARTICULIÈRES À 2012

Missions du service

Rappel de la reconfiguration du service en 2009 : il regroupe dorénavant deux cellules : une cellule *Inventaire général* dont les missions restent inchangées et une cellule *Patrimoine* affectée à la gestion des politiques patrimoniales et des aides régionales.
En 2010 a été décidé d'axer ces politiques sur le principe de la chaîne patrimoniale, mettant l'Inventaire à la source des actions de valorisation.
De ce fait, l'expertise des chercheurs est dorénavant sollicitée lors de l'instruction des dossiers de subvention, notamment pour les édifices situés sur des territoires en cours d'inventaire. Les chercheurs donnent un avis sur l'intérêt des œuvres concernées et la pertinence des travaux envisagés (opportunité et nature des interventions).

Moyens humains affectés à l'Inventaire général

Depuis 2010 un poste de chercheur demeurait vacant ; il a été ouvert au recrutement à l'automne 2012 et pourvu en février 2013. Le profil du poste a été orienté vers une spécialité patrimoine religieux (architecture et mobilier), paléographie et latin médiéval.
En juillet 2012 le poste de dessinateur est devenu vacant à la suite du départ en retraite de la dessinatrice. Il a été ouvert au recrutement début 2013.
Ce dernier recrutement mettra en concordance les postes transférés en 2007 et les effectifs en place.

Impact du projet Gertrude

Le service est pilote pour le déploiement et la mise en service de l'application Gertrude, qui a été installée en février 2012.
Les tâches du service prévues dans ce cadre étaient :
— tests des fonctionnalités métier en situation réelle
— réflexion sur les pratiques pour mettre en place des procédures métier qui pourront être proposées aux autres régions
— participation à l'écriture des différents manuels utilisateurs
— préparation des formations destinées à accompagner les autres régions au changement

Ces différentes tâches ont plus particulièrement mobilisé, outre le chef de service, 4 chercheurs, la documentaliste, l'administratrice du dossier électronique.

Les dossiers des principales enquêtes en cours, Pays A3V et Sainte-Maxime, ont été intégrées dans l'outil afin d'y poursuivre le travail de rédaction. C'est sur ces dossiers (3 500 dossiers et 17 000 illustrations) qu'ont été testées en situation réelle les fonctionnalités de l'application.

Le premier semestre a été consacré aux tests, à la mise en évidence des anomalies, à la formulation des propositions de correction. Parallèlement, le service a co-rédigé (en concertation avec la Région Picardie, autre pilote) le manuel destiné aux futurs utilisateurs de Gertrude et a contribué à l'enrichissement du manuel d'installation et d'exploitation destiné aux administrateurs réseau.

A partir de septembre, «l'équipe Gertrude» s'est consacrée à l'accompagnement de ses régions filleules :
— organisation d'une journée de travail réunissant les administrateurs de données pour les initier à la préparation de la reprise,
— réflexion et mise au point du programme de formation,
— début octobre : formation du SRI Rhône-Alpes.

Au total, l'impact de la mise en service de Gertrude sur l'avancement des dossiers a été important : les tâches de mise en forme et d'archivage ont été évidemment très ralenties. Toutefois, les enquêtes de terrain ont été maintenues pendant l'été.

Le rôle de région marraine se poursuivra en 2013 :
— assistance particulière au SRI Corse, qui en l'absence de chef de service en 2012, ne s'est pas tenu informé des avancées du projet et notamment des consignes concernant la préparation de la reprise. Une journée de travail est prévue à Marseille en mars 2013.
— formations des SRI Ile-de-France (avril), Auvergne (mai), Languedoc-Roussillon (juin) et Corse (probablement fin novembre ou début décembre).

B. 1. L'INVENTAIRE TOPOGRAPHIQUE.

Alpes-de-Haute-Provence : Pays A3V

Les opérations de terrain 2012 ont concerné les communes de Thorame-Basse et Thorame-Haute qui ont été achevées.
L'étude des alpages se heurte sur tout le territoire à de réelles difficultés d'accès. : les sites nombreux et très dispersés ne sont accessibles pour certains qu'au terme de plusieurs heures de marche.
Par ailleurs, tous ne sont pas cartographiés par l'IGN et le cadastre. De ce fait, certains n'ont été identifiés et localisés que très récemment sur des communes étudiées au début de l'enquête, en 2004-2005. Afin de clore définitivement les opérations de terrain, le service envisage une dernière campagne en 2013, dédiée spécifiquement aux sites d'estive.
Il est clair désormais que l'objectif ne peut être de repérer sur place la totalité des sites. Le service s'oriente donc vers un repérage systématique des sites identifiés dont l'accès est possible avec un investissement temps raisonnable. Les sites inaccessibles feront l'objet d'un repérage simplifié à partir des ortho photographies aériennes de l'IGN. Deux communes relativement riches en sites d'estive (Colmars et Villars-Colmars) feront l'objet d'une étude exhaustive et documentées par des recherches d'archives approfondies.

Dans le cadre de la Chaîne patrimoniale, le service continue d'accompagner le Pays dans son projet de mise en tourisme du

territoire par la valorisation des anciens savoir-faire.
Afin de compléter les connaissances historiques pouvant être utilisées dans les supports de médiation proposés aux visiteurs de la minoterie de La Mure-Argens, le service a fait réaliser par un prestataire extérieur un dépouillement exhaustif des archives qui n'avaient pas été utilisées pour le dossier d'inventaire de l'édifice : statistiques industrielles et agricoles, transport de fret sur la ligne Digne-Nice, fournisseurs et clients, histoire familiale.

Bouches-du-Rhône : programme Patrimoine intégré Estaque

L'opération d'inventaire stricto sensu a été terminée 2010. Cependant, le service a souhaité approfondir certaines recherches aux archives dans la perspective d'une future publication. Ces recherches ont pour but de vérifier systématiquement les hypothèses historiques effectuée par la seule datation parcellaire régressive. Ces compléments de recherche ont entraîné une nouvelle campagne de prises de vue de plans, une mise à jour de certaines notices Mérimée, l'ouverture de deux dossiers supplémentaires. Les mises à jour de la base ont été effectuées en juillet 2011.
L'objectif est de publier une synthèse sur les mécanismes d'urbanisation d'une banlieue dans un grand port industriel pendant le long 19e siècle. La collection envisagée est celle des Cahiers du Patrimoine, avec une parution en 2014 ou 2015.

B. 2. LES ÉTUDES THÉMATIQUES.

Architecture de villégiature : commune de Sainte-Maxime (83)

L'étude en est au stade de la rédaction des dossiers, en cours avec l'outil Gertrude. Une publication est envisagée dans la collection des Images du Patrimoine, en 2014.

Architecture militaire : fortifications du littoral varois

L'étude de la place forte de Toulon, commencée en 2010, est séquencée en plusieurs tranches correspondant à des secteurs distincts.
En 2012, la tranche II s'est achevée avec la remise par le prestataire de neuf monographies.
La tranche III a été regroupée avec l'étude de Saint-Mandrier dans un marché 2012-2014.

Patrimoine industriel de la parfumerie à Grasse (06)

La poursuite de la thématique sur l'industrie du parfum s'inscrit dans le cadre d'une convention avec la ville de Grasse, votée en février 2011 (voir texte de la convention dans le document de programmation 2011). Le partenaire scientifique du service est le service Pays d'Art et d'Histoire pour lequel un poste de chargé d'étude a été créé, grâce à une subvention de la Région. Le corpus de l'étude, prévue sur trois ans, est constitué d'une série de moulins hydrauliques qui travaillaient pour les parfumeries du centre ville.
Après les enquêtes de terrain en 2011, le chargé d'étude s'est consacré en 2012 à la rédaction et à la mise en forme des dossiers. Par ailleurs, les partenaires souhaitent valoriser l'étude de l'ensemble du patrimoine de la parfumerie réalisée depuis 2007 par une publication dans la collection des Cahiers du Patrimoine.

Repérage du patrimoine industriel des quartiers périphériques de Marseille

Cette étude, sous forme de marché de prestation, a été lancée en novembre 2011. Il s'agit d'un recensement des sites de production industrielle et des lieux de stockage antérieurs à 1980, situés dans les 9 arrondissements de la périphérie marseillaise (du 8e au 16e arrondissement).
L'objectif est de disposer d'un état des lieux préalable à des études monographiques approfondies qui pourront être réalisées postérieurement par le service. Le rendu est prévu sous forme de notices Mérimée minimum, illustrées d'une à 5 photographies par site (voir CCST dans le document de bilan programmation 2011-2012).
Devant l'importance du nombre de sites industriels, le marché a été prolongé jusqu'en 2013. D'ores et déjà, 248 notices minimum ont été livrées par le prestataire.

Repérage du patrimoine industriel du département des Hautes-Alpes

Etude similaire à celle en cours sur Marseille, poursuivant les même objectifs. L'aire d'étude départementale a été amputée des cantons déjà étudiés par le service en inventaire topographique dans les années 1980 et 1990. A cette époque, le principal territoire industriel du département, l'Argentière-la-Bessée, avait fait l'objet d'un contrat d'étude spécifique, confié à un chercheur en archéologie industrielle.
Le marché est prévu pour une durée de 18 mois à compter d'octobre 2012. Voir CCST en annexe.

Architecture en pisé des Bouches-du-Rhône

Cette thématique de recherche est réalisée en partenariat avec le laboratoire Archéologie des Sociétés méditerranéennes, UMR 5140 du CNRS (Université de Montpellier) et cadré par une convention trisannuelle votée en mars 2011 (voir texte de la convention et CCST dans le document de programmation 2011).
Les données collectées fin 2011 sont en cours d'intégration dans la structure des bases nationales.

Inventaire des ouvrages du génie civil et aménagements d'infrastructure liés au fleuve Rhône. (départements des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse).

Cette étude, préfigurée en 2008 par un repérage rapide, a fait l'objet d'une externalisation.
Elle constitue le pendant provençal à l'étude menée par l'Inventaire de la Région Rhône-Alpes dans
le cadre du contrat de projet inter-régional Plan Rhône (voir CCST dans le document de programmation 2011).
L'étude qui a été rendue fin 2012 a produit 165 dossiers d'œuvres répartis sur 13 communes des Bouches-du-Rhône et 9 communes du Vaucluse. L'étude donnera également lieu

à plusieurs dossiers collectifs sur les ouvrages disparus mais documentés, comme les bacs ou les gués, ou sur les ouvrages très sériels.

Le projet du Pays de la Provence Verte (39 communes du centre Var), a été élaboré en 2009 dans le cadre du dispositif commun entre l'Inventaire et le service Innovation et Economie Numérique.
Ce projet de valorisation du patrimoine par la création d'un site internet dédié et de produits de tourisme numérique s'appuie sur une démarche d'inventaire thématique visant à couvrir progressivement la totalité du territoire du pays, par ailleurs Pays d'Art et d'Histoire.
La première thématique est consacrée au patrimoine de la République.

Après une attente d'un an imposée par les délais d'instruction des financements européens, le projet a pu enfin démarrer en 2012, avec le recrutement d'une chargée d'étude dont la première mission a consisté à coécrire avec le service le cahier des clauses scientifiques et techniques à annexer à la convention de partenariat scientifique passée entre le Pays et l'Inventaire et votée en juin 2012.
Selon les termes du partenariat, le Pays assure le travail de terrain, la rédaction des dossiers aux normes de l'Inventaire général, leur publication sur le site internet du Pays et leur versement dans le système d'information national. Le service de l'Inventaire apporte un encadrement scientifique assuré par un chercheur, un encadrement technique pour l'informatisation et le contrôle. En tant que de besoin, le service pourra également assurer certaines campagnes de prise de vue nécessitant une technicité particulière, ainsi que des relevés topographiques.

L'opération est programmée sur trois ans :
- 2012 : rédaction du CCST, dépouillements documentaires, opérations de terrain sur 9 communes, mise en place de la base de données et du site internet du Pays.
Les communes de Correns, le Val, Vins-sur-Caramy, Montfort-sur-Argens, Chateauvert, Brignoles, Tourves, La Celle, Camps-la-Source, ont été couvertes par l'enquête de terrain 2012. La saisie des données a commencé début 2013 dans l'outil documentaire du Pays.
- 2013 : opérations de terrain sur 22 communes et rédaction des dossiers
- 2014 : opérations de terrain sur 8 communes et rédaction des dossiers

Voir convention et CCST en annexe.

B. 3. LA VALORISATION DES ACQUIS DOCUMENTAIRES

Etat d'avancement du plan de numérisation et de mise en ligne sur la base Mémoire :

En raison de la primauté donnée au projet Gertrude, le plan de numérisation a été interrompu en 2012.
En revanche, l'alimentation de la base Patrimages s'est poursuivie avec les images numériques résultants des enquêtes en cours.

ÉTAT DE L'ALIMENTATION DE LA BASE RÉGIONALE PATRIMAGES

VERSEMENT D'IMAGES SUR PATRIMAGES EN 2012	
DÉPARTEMENT, AIRE D'ÉTUDE	QUANTITÉ
04. Pays A3V	300
05. compléments	12
06. Grasse	267
13. Ouvrages du Rhône et opérations ponctuelles	1 806
83. Sainte-Maxime	310
84. Ouvrages du Rhône et opérations ponctuelles	588
	3 283
total cumulé au 31/12/2012 : 85 576	

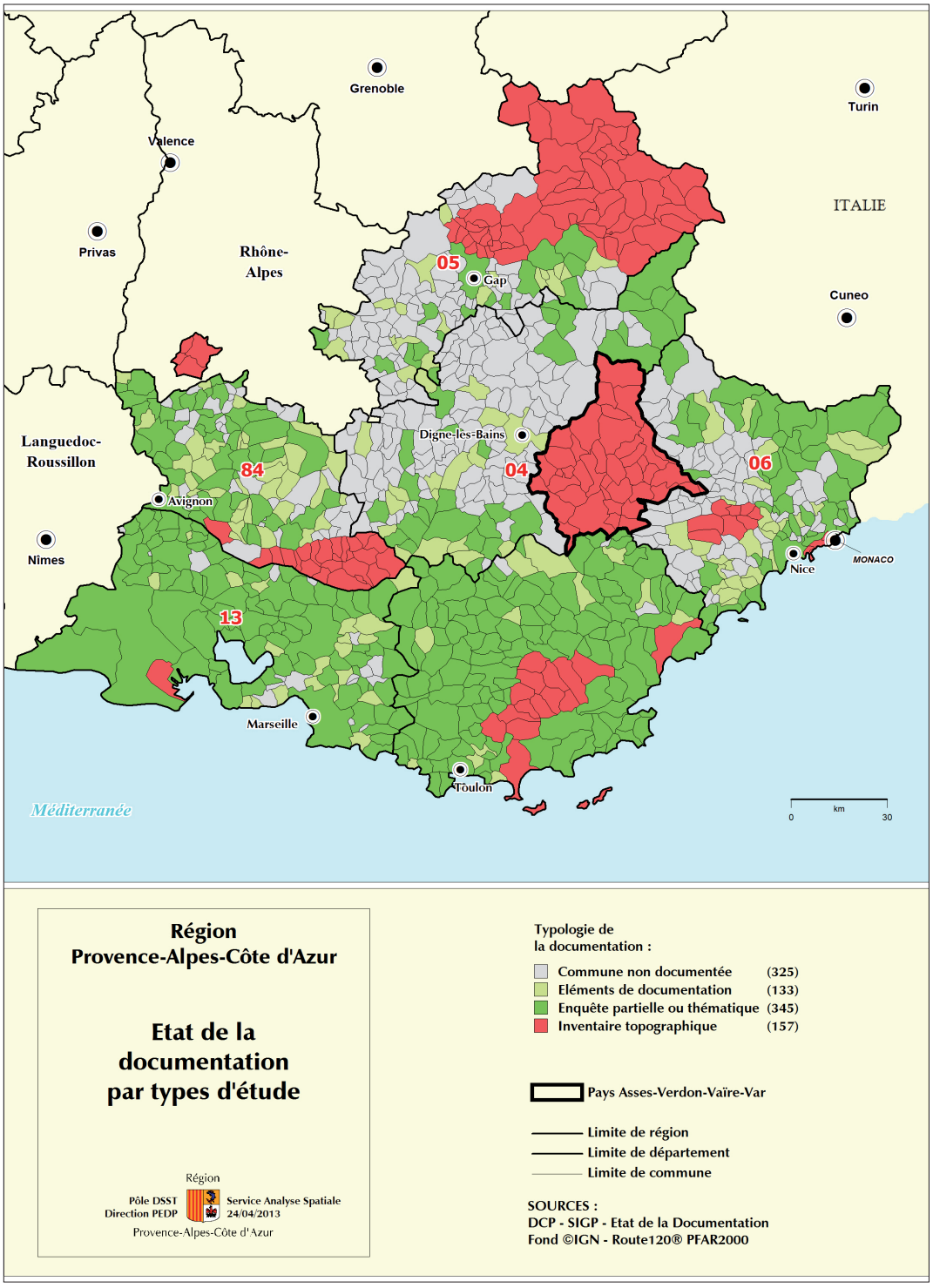
ÉTAT DE L'ALIMENTATION DES BASES DE DONNÉES MÉRIMÉE ET PALISSY

OPÉRATIONS VERSÉES EN 2012	NB. DE NOTICE(S) MÉRIMÉE	NB. DE NOTICE(S) PALISSY
Pays Asses, Verdon, Vaïre, Var : commune de Rougon	63	0
Total cumulé au 31/12/2012	9 317	11 915

B. 4. PERSPECTIVES 2013

— Le projet Gertrude sera encore en 2013 le principal dossier mobilisant les forces du service.
Quatre services régionaux devront être formés à l'utilisation de l'application entre avril et décembre. Parallèlement, la réflexion collective sur les procédures et règles internes à adopter pour une optimisation de l'outil en regard des normes nationales va nécessairement se poursuivre. Un document fixant les règles de saisie des références documentaires a ainsi été mis en chantier et s'enrichit régulièrement de nouvelles consignes.

— La reprise du plan de numérisation des phototypes va également constituer un projet prioritaire.
Un nouveau marché pluriannuel doit être lancé en mars 2013. Le service envisage de poursuivre le plan de numérisation sur deux fronts : une thématique régionale, celle des coopératives agricoles, et les enquêtes topographiques réalisées dans le Vaucluse, seul département à ne pas avoir encore bénéficié d'une programmation systématique dans ce domaine.



Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Etat de la documentation par types d'étude

Région
Pôle DSST
Direction PEDP
Service Analyse Spatiale
24/04/2013
Provence-Alpes-Côte d'Azur

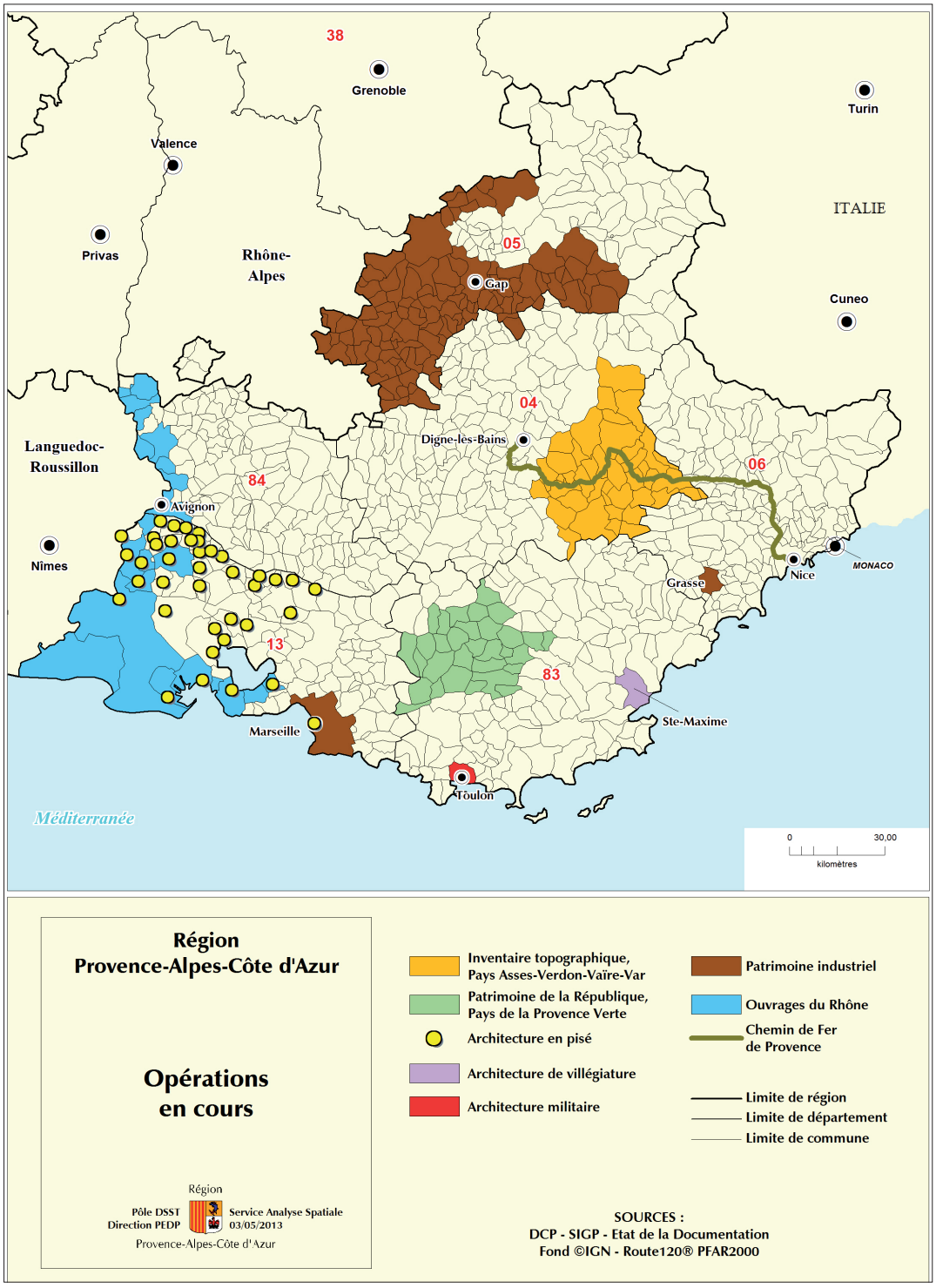
Typologie de la documentation :

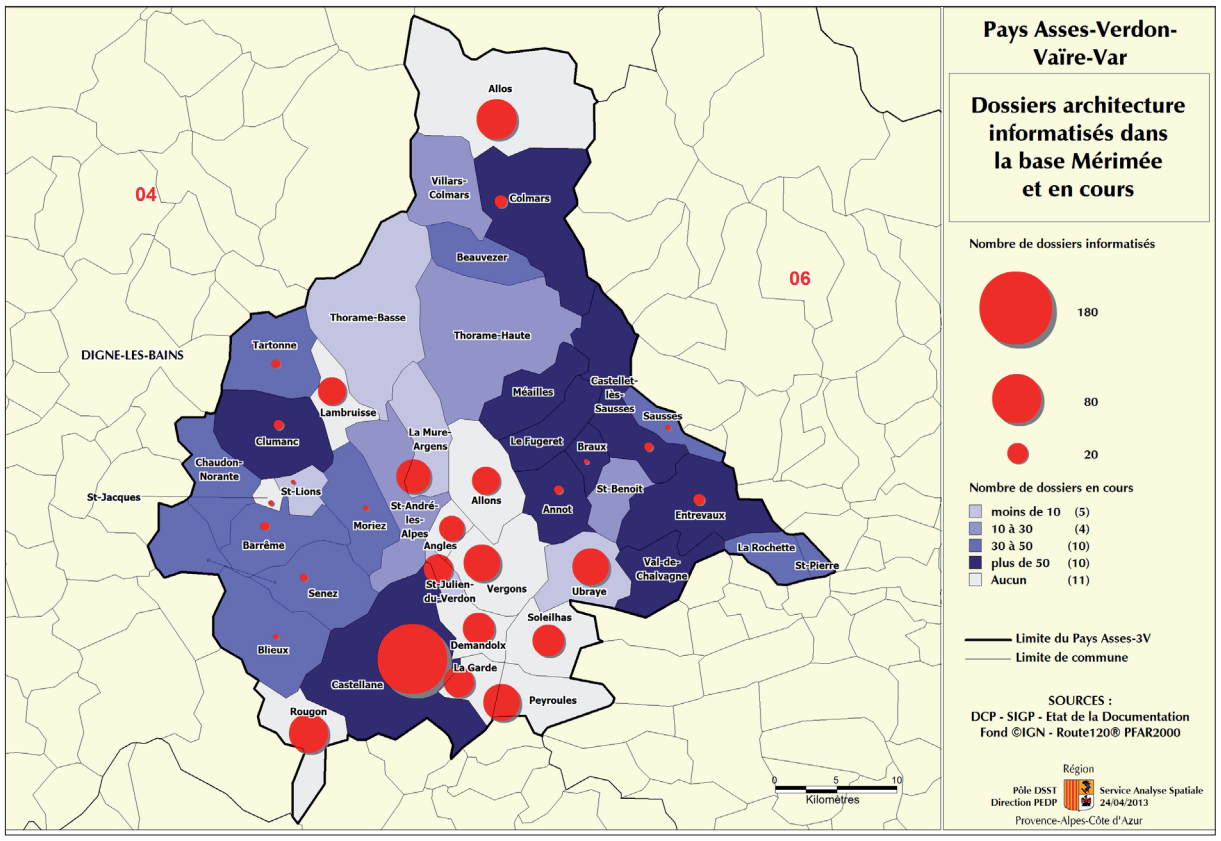
- Commune non documentée (325)
- Eléments de documentation (133)
- Enquête partielle ou thématique (345)
- Inventaire topographique (157)

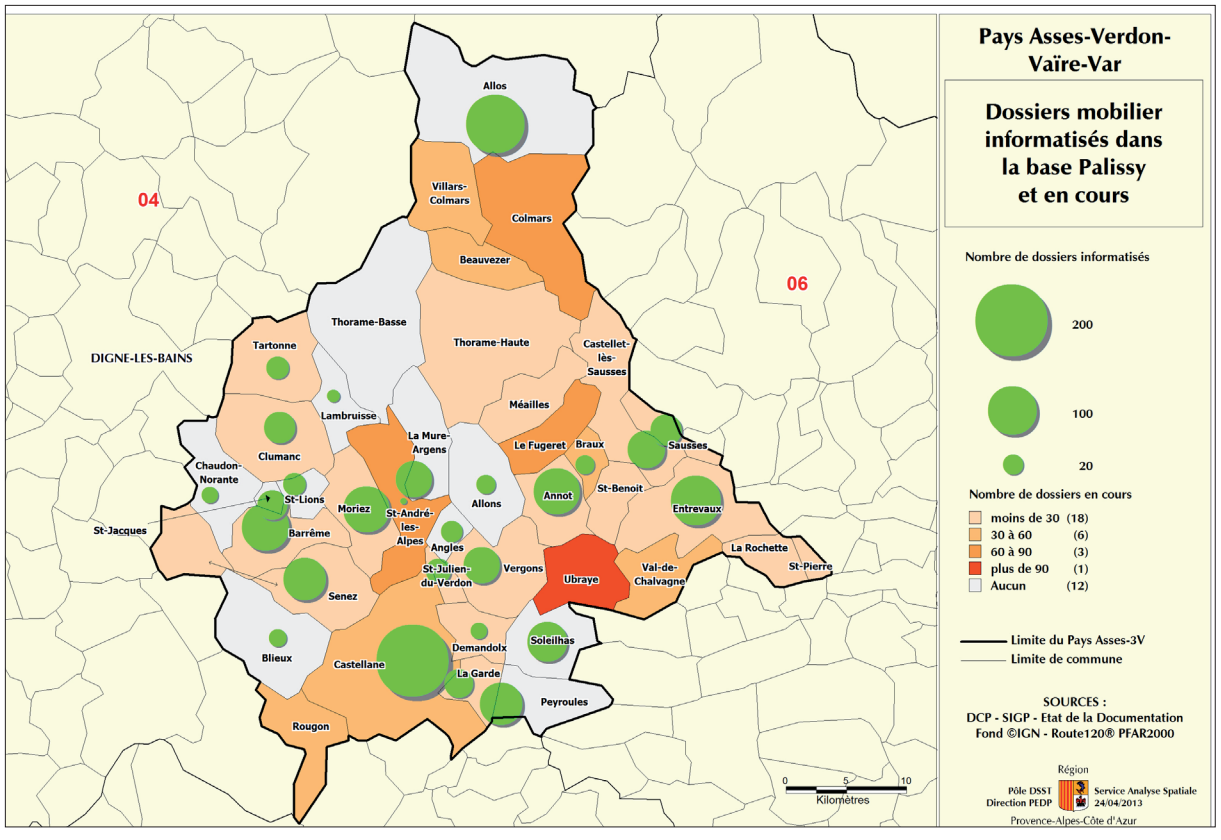
Pays Asses-Verdon-Vaïre-Var

Limite de région
Limite de département
Limite de commune

SOURCES :
DCP - SIGP - Etat de la Documentation
Fond ©IGN - Route120® PFAR2000


38
Grenoble
Turin
Valence
ITALIE
Privas
Rhône-
Alpes
05
Gap
Cuneo
04
Digne-lès-Bains
Languedoc-
Roussillon
84
06
Avignon
Nimes
Nice
MONACO
Grasse
13
83
Ste-Maxime
Marseille
Toulon
Méditerranée
0
30,00
kilomètres
Région
Provence-Alpes-Côte d'Azur
Opérations
en cours
Inventaire topographique,
Pays Asses-Verdon-Vaïre-Var
Patrimoine de la République,
Pays de la Provence Verte
Architecture en pisé
Architecture de villégiature
Architecture militaire
Patrimoine industriel
Ouvrages du Rhône
Chemin de Fer
de Provence
Limite de région
Limite de département
Limite de commune
Région
Pôle DSST
Direction PEDP
Service Analyse Spatiale
03/05/2013
Provence-Alpes-Côte d'Azur
SOURCES :
DCP - SIGP - Etat de la Documentation
Fond ©IGN - Route120® PFAR2000


Pays Asses-Verdon-Vaïre-Var
Dossiers architecture informatisés dans la base Mérimée et en cours
Nombre de dossiers informatisés
180
80
20
Nombre de dossiers en cours
moins de 10 (5)
10 à 30 (4)
30 à 50 (10)
plus de 50 (10)
Aucun (11)
Limite du Pays Asses-3V
Limite de commune
SOURCES :
DCP - SIGP - Etat de la Documentation
Fond ©IGN - Route120® PFAR2000
Région
Pôle DSST Direction PEDP
Service Analyse Spatiale 24/04/2013
Provence-Alpes-Côte d'Azur
04
06
DIGNE-LES-BAINS
Allos
Villars-Colmars
Colmars
Beauvezer
Thorame-Basse
Thorame-Haute
Tartonne
Lambruisse
Clumanc
Chaudon-Norante
St-Jacques
St-Lions
Barrême
Moriez
La Mure-Argens
St-André-les-Alpes
Angles
Allons
Méailles
Castellet-lès-Sausses
Sausses
Le Fugeret
Braux
Annot
St-Benoit
Entrevaux
La Rochette
St-Pierre
Val-de-Chalvagne
Ubraye
Senez
St-Julien-du-Verdon
Vergons
Soleilhas
Blieux
Demandolx
La Garde
Castellane
Peyroules
Rougon
0 5 10
Kilomètres


Pays Asses-Verdon-Vaïre-Var
Dossiers mobilier informatisés dans la base Palissy et en cours
Nombre de dossiers informatisés
200
100
20
Nombre de dossiers en cours
moins de 30 (18)
30 à 60 (6)
60 à 90 (3)
plus de 90 (1)
Aucun (12)
Limite du Pays Asses-3V
Limite de commune
SOURCES :
DCP - SIGP - Etat de la Documentation
Fond ©IGN - Route120® PFAR2000
Région
Pôle DSST Direction PEDP
Service Analyse Spatiale 24/04/2013
Provence-Alpes-Côte d'Azur
04
06
DIGNE-LES-BAINS
Allos
Villars-Colmars
Colmars
Beauvezer
Thorame-Basse
Thorame-Haute
Tartonne
Lambruisse
Clumanc
Chaudon-Norante
St-Jacques
St-Lions
Barrême
Moriez
La Mure-Argens
St-André-les-Alpes
Angles
Allons
Méailles
Castellet-lès-Sausses
Sausses
Le Fugeret
Braux
Annot
St-Benoit
Entrevaux
La Rochette
St-Pierre
Val-de-Chalvagne
Ubraye
Senez
St-Julien-du-Verdon
Vergons
Soleilhas
Blieux
Demandolx
La Garde
Castellane
Peyroules
Rougon
0 5 10
Kilomètres

COMPÉTENCES PROPRES & COLLABORATIONS

EFFECTIFS, COMPÉTENCES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES 2012

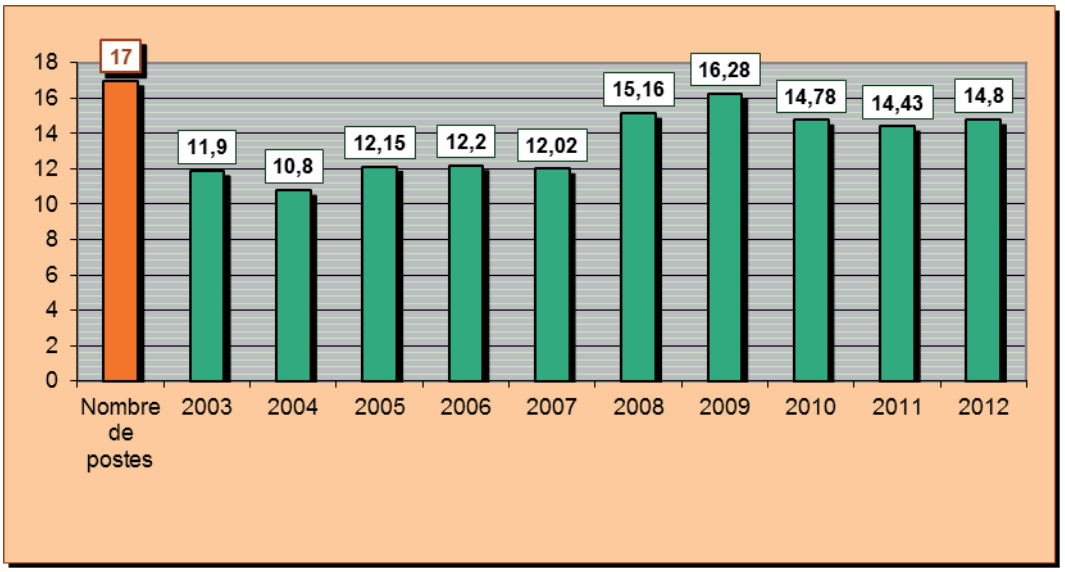
NOM, PRÉNOM	STATUT	EMPLOI OU NIVEAU DE DIPLÔME	CATÉGORIE	ETP	MÉTIER (OU FONCTION EXERCÉE)
A) EMPLOIS PUBLICS					
Marceline Brunet	titulaire	conservateur	A	1	responsable du service
Géraud Buffa	titulaire	conservateur	A	1	études et recherche
Benoît De Geyer	titulaire	conservateur	A	1	études et recherche
Maïna Masson	titulaire	conservateur	A	0,8	études et recherche
Maxence Mosseron	titulaire	conservateur	A	1	études et recherche
Laurent Del Rosso	CDI	attaché de conservation	A	0,80	études et recherche
Claudie Gontier	titulaire	ingénieur	A	1	études et recherche
Geneviève Négrel	titulaire	ingénieur	A	1	études et recherche
Nathalie Pégand (janvier-juillet)	titulaire	ingénieur	A	0,50	dessinateur CAO-DAO
Françoise Baussan	titulaire	technicien supérieur	B	0,80	photographe
Frédéric Pauvarel	titulaire	attaché territorial	A	1	photographe
Rachida Guedrez	titulaire	ingénieur	A	1	chef de projet informatique
Hélène Basso	titulaire		C	1	administrateur de données
Yvan Poulin	CDI	ingénieur	A	0,90	administrateur de données
Christine Sergent	titulaire	technicien de recherche	B	1	secrétaire de direction
Brigitte Fournel	CDI	attaché	A	1	documentaliste
B) CONTRACTUEL VILLE DE GRASSE					
Gabriel Bénalloul	CDI	doctorant	A	1	études et recherche
C) PRESTATAIRES					
A.B.R.I.			A		études et recherche
Bruno Decrocq			A		études et recherche
Christian Corvisier			A		études et recherche
Etienne Bertrand			A		études et recherche

Précision 2012 :
— passage à temps plein de l'administratrice de la base phototype et du plan de numérisation (jusqu'alors à 80%)
— décharge syndicale de 20% accordée à l'administrateur des bases Mérimée et Palissy, à compter du mois de juin
— départ en retraite de la dessinatrice (ETP réduit à 0,50 du fait des bonifications de congé avant départ en retraite)

Perspectives 2013
— pourvoi du poste de chercheur vacant depuis 2010 (au 14/02/2013)
— remplacement de la dessinatrice

EVOLUTION DES POSTES DU SERVICE RÉGIONAL EN ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN ENTRE 2003 ET 2012

(calcul sur la base des postes administratifs permanents affectés au SRI, à l'exclusion des contrats sur honoraires et des contrats de droit privé)



PARTENARIATS, COLLABORATIONS, CONVENTIONS 2012

ORGANISME OU INSTITUTION PARTENAIRE	OBJET OU NATURE DE LA COLLABORATION	CONVENTION
Département des Alpes-de-Haute-Provence	Convention cadre pour l'inventaire départemental	2004-2009 tacitement renouvelable
Pays Asses, Verdon, Vaïre, Var (ex Pays des 3 V, Alpes-de-Haute-Provence)	Convention pour l'Inventaire topographique du pays	2004-2009 2010-2014
Unité mixte 5140 CNRS Montpellier	Convention pour l'inventaire de l'architecture en pisé en Basse vallée du Rhône	2011-2013
Commune de Grasse	Convention pour l'inventaire des moulins hydrauliques	2011-2013
Syndicat mixte de la Provence Verte	convention pour l'inventaire du patrimoine de la République	2012-2014

2013

ORGANISME OU INSTITUTION PARTENAIRE	OBJET OU NATURE DE LA COLLABORATION	CONVENTION
Département des Alpes-de-Haute-Provence	Convention cadre pour l'inventaire départemental	2004-2009 tacitement renouvelable
Pays Asses, Verdon, Vaïre, Var (ex Pays des 3 V, Alpes-de-Haute-Provence)	Convention pour l'Inventaire topographique du pays	2004-2009 2010-2014
Unité mixte 5140 CNRS Montpellier	Convention pour l'inventaire de l'architecture en pisé en Basse vallée du Rhône	2011-2013
Commune de Grasse	Convention pour l'inventaire des moulins hydrauliques	2011-2013
Syndicat mixte de la Provence Verte	Convention pour l'inventaire du patrimoine républicain	2012-2014

BASES DE DONNÉES LOCALES

NOM DE LA BASE	ACCÈS INTERNET	NOMBRE D'ENREGISTREMENTS	
		2012	CUMUL
ESTAQUE			
Repérage architecture	Non	0	1 674
Dépouillement des matrices cadastrales	Non	0	11 936
Datations parcellaires	Non	0	1 684
			11 744
CATALOGUES			
Artistes	Non	0	1 545
Œuvres datées et/ou signées	Non	0	2 706
Sculpteurs et fabricants d'ornements religieux marseillais	Non	0	533
Communes étudiées	Non	0	690
Dossiers d'édifices	Non	0	10 035
Bases nationales en cours *			
Mérimée	Non	548	2 024
Palissy	Non	124	983
Base Illustration	Non	8 811	172 890
Banque d'images Patrimages	Oui **	7 640	82 292
Dépouillements topo-bibliographiques	Non	438	6 681
Bases de repérage 3 V	Non	88	3 685

*. reliquat des notices saisies en 2012 ou antérieurement et qui n'ont pas été versées dans le système national d'information
**. à l'exception de 2040 images dont la communication est interdite (propriété privée)

VALORISATION & FORMATION

PUBLICATIONS (OUVRAGES ET ARTICLES), CONFÉRENCES, EXPOSITIONS

2012

PUBLICATIONS

Masson-Lautier, Maïna. **«Croix de la Passion à Ville-Vieille»**. Dans : **Saint-Marcel Eysseric, photographe en Haute-Provence 1860-1915**, archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence, 2012

Masson-Lautier, Maïna. Participation au catalogue : «**Ex-voto du 17e au 20e siècle»**, Digne, Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence, 2012

Laurent, Alexeï. «**Les ruchers à Castellane**». http://patrimages.cr-paca.fr/RuchersCastellane.htm

Papin-Drastik Ivonne. **«L'inventaire dans les églises du Pays A3V. L'œuvre de François Mimault s'enrichit d'une nouvelle découverte»**. http://patrimages.cr-paca.fr/FrancoisMimault.htm

Baussan Françoise, Pauvarel Frédéric. Participation à l'ouvrage «**L'hôpital en France. Histoire et architecture**». Cahier du Patrimoine n°99. Lyon : Lieux-dits, 2012.

COLLOQUES, CONFÉRENCES

Masson-Lautier, Maïna et Mosseron, Maxence. Participation à la journée de l'Inventaire général du patrimoine culturel sur le thème **«Objets, mobiliers et décors : contribution à la connaissance des territoires».** Présentation d'un PowerPoint lors de la Table ronde sur les pratiques et méthodes de l'Inventaire, en collaboration avec Maxence Mosseron, Paris, 5 avril 2012.

Del Rosso, Laurent et Mosseron, Maxence. Participation au colloque **«La haute Provence, une Provence inconnue ? Pour un bilan historiographique aux époques moderne et contemporaine».** Communication sur **«L'étude d'un objet architectural spécifique structurant le territoire : la ferme dans le pays Asses, Verdon, Vaïre, Var»,** Digne, Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence, 13 octobre 2012 (article à paraître).

FORMATIONS DISPENSÉES PAR LES AGENTS DU SERVICE

2012

NOM DU FORMATEUR	ORGANISME ET INTITULÉ DE LA FORMATION	THÈME	DURÉE
Brunet Marceline, Buffa Géraud, Guedrez Rachida , Négrel Geneviève	Région Rhône-Alpes Formation au logiciel Gertrude des agents du service de l'Inventaire		16h
Fournel Brigitte	Université de Provence, Master 2 Professionnel Métiers des archives, des bibliothèques et de la documentation	Présentation de l'Inventaire général du Patrimoine culturel	2h

2013

NOM DU FORMATEUR	ORGANISME ET INTITULÉ DE LA FORMATION	THÈME	DURÉE
Fournel Brigitte	Université de Provence, Master 2 Professionnel Métiers des archives, des bibliothèques et de la documentation	Présentation de l'Inventaire général du Patrimoine culturel	2h
	FORMATIONS AU LOGICIEL GERTRUDE DES AGENTS DU SERVICE DE L'INVENTAIRE DES RÉGIONS :		
Brunet Marceline, Buffa Géraud, Guedrez Rachida , Mosseron Maxence	Ile-de France-		3 x 6h
Brunet Marceline, Négrel Geneviève Poulin Yvan	Auvergne		3 x 6h
Brunet Marceline, Masson-Lautier Maïna Poulin Yvan	Languedoc Roussillon		3 x 6h
Brunet Marceline, Masson-Lautier Maïna Guedrez Rachida	Collectivité territoriale de Corse		3 x 6h

LES OPERATIONS D'INVENTAIRE

1) INVENTAIRE TOPOGRAPHIQUE

Alpes-de-Haute-Provence : Pays Asses-Verdon-Vaïre-Var

2) INVENTAIRE THÉMATIQUE

— Thématique régionale : voie ferrée Nice-Digne
— Thématique régionale : patrimoine de la République, Var, Pays Provence Verte
— Thématique nationale : patrimoine de la villégiature, Sainte-Maxime (Var)
— Thématique nationale : patrimoine industriel
Recensement du patrimoine industriel des Hautes-Alpes
Moulins hydrauliques de Grasse (Alpes-Maritimes)
Recensement du patrimoine industriel des arrondissements périphériques de Marseille
— Thématique régionale : architecture militaire en PACA
— Thématique régionale : architecture en pisé
— Thématique régionale : ouvrages du Rhône

3) OPÉRATIONS D'URGENCE, PATRIMOINE INDUSTRIEL

4) AUTRES OPÉRATIONS PONCTUELLES ET D'URGENCE

CONSEIL NATIONAL DE L'INVENTAIRE GÉNÉRAL DU PATRIMOINE CULTUREL

SÉANCE DU 31 JANVIER 2014

AVIS[28] SUR LES ACTIVITÉS ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'INVENTAIRE DE PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR EN 2012

Le rapport annuel, abondamment illustré de cartes et de graphiques, énonce clairement les grands objectifs et les réalisations de l'année.
Le service Inventaire général et patrimoine continue de conduire ses actions selon le principe de la chaîne patrimoniale, de la connaissance à la valorisation, en passant par l'expertise en vue de l'attribution de subventions.
La programmation mène toujours de front approches topographique et thématique. En 2012, aucune opération nouvelle n'a été lancée.
Sur le plan topographique, l'inventaire du Pays A3V (Asses-Verdon-Vaïre-Var), qui absorbe la plus grande partie des moyens humains de l'équipe, se poursuit (achèvement des communes de Thorame-Basse et de Thoramme-Haute) ainsi que l'étude expérimentale de l'Estaque qui conjugue patrimoine matériel et immatériel (achevée depuis 2010 mais qui demande des recherches complémentaires en vue d'une publication).
Les études thématiques se poursuivent: l'architecture de la villégiature (Sainte-Maxime), l'architecture militaire (sites littoraux varois), le patrimoine industriel (parfumerie de Grasse et quartiers périphériques de Marseille). L'inventaire des points de franchissement du Rhône a été achevé. Enfin, le projet de valorisation du patrimoine du Pays de la Provence Verte financé par des fonds européens et lancé en 2009 vient de démarrer (la première thématique concernera le patrimoine de la République).
En dehors des enquêtes de terrain stricto sensu, c'est l'application Gertrude, installée en 2012, qui a le plus mobilisé le service (sept agents) et qui l'occupera encore en 2013 avec la formation de quatre régions, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur étant l'une des régions pilotes. Le plan de numérisation a de ce fait été interrompu mais l'enrichissement de la base PatrImages s'est poursuivi (3 283 images versées soit 86 000 à ce jour). Enfin, trois publications sont annoncées pour 2014: un numéro des Images du patrimoine sur Sainte-Maxime et deux titres des Cahiers du patrimoine sur Grasse et sur l'Estaque.
Au total, le service, qui a désormais trouvé son équilibre en termes de personnel grâce au recrutement d'un chercheur en patrimoine religieux, poursuit une activité très soutenue et variée dont une part non négligeable (sept études thématiques sur huit) est externalisée.

Adopté à l'unanimité

28. Art. 6 du décret n°2005-835 du 20 juillet 2005 pris en application de l'article 95 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.